



COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 21 février 2022

Négociations commerciales :

Nous rappelons à la grande distribution que l'alimentation a un prix !

Un dernier comité de suivi des relations commerciales se réunira ce mercredi, dans la toute dernière ligne droite avant le coup de sifflet final des négociations annuelles entre la grande distribution et ses fournisseurs. La FNSEA et Jeunes Agriculteurs insistent sur la nécessaire revalorisation des prix : la hausse des charges se poursuit et ne peut plus être éludée par aucun distributeur.

Toutes les charges augmentent : engrais (+ 90 %), énergie (+40 %), alimentation animale (+ 14 %). Ces hausses doivent être répercutées dans la chaîne d'approvisionnement et s'ajoutent aux charges en hausse chez les industriels. Nous rappelons fermement que la loi EGAlim 2 impose que les prix payés aux producteurs ne sont pas négociables. Le travail des agriculteurs ne peut plus être la variable d'ajustement des négociations ! Ce temps-là est révolu. Les indicateurs de coût de production et la non-négociabilité de la matière première agricole doivent être respectés.

L'annonce de la signature d'accords, notamment dans le secteur laitier, ne doit pas être l'arbre qui cache la forêt. Il serait irresponsable que la grande distribution impose des tarifs en déflation cette année. Au regard du contexte très inflationniste de toutes les charges, la matière première agricole doit avoir la même valeur qu'elle soit vendue sous Marque De Distributeur ou non.

De surcroît, l'adaptation de l'agriculture pour répondre aux attentes plurielles de la société (l'environnement, le bien-être animal, le sanitaire, la lutte contre le changement climatique) engendre des surcoûts de production que les « donneurs d'ordre » doivent assumer. Il est grand temps de reconnaître que l'alimentation a un prix.

Nous mettons en garde ceux qui brandissent le maintien du pouvoir d'achat des consommateurs, cette problématique ne doit pas être traitée dans les box de négociation, surtout lorsque le poste qui grève le plus le budget des ménages en ce moment est celui de l'énergie (+ 40 euros/mois), bien loin devant l'alimentation (+5,39 euros/mois).

Les chiffres de l'Observatoire de la Formation des Prix et des Marges sont sans appel : sur 100 euros de dépenses alimentaires, seulement 6 reviennent à l'agriculteur. Ce n'est donc pas à lui de sacrifier son revenu et de travailler à perte pour maintenir le pouvoir d'achat des consommateurs !

Selon le dernier sondage Opinion-Way pour Calif, 70% des Français sont prêts à payer plus cher pour garantir une juste rémunération des producteurs : que les distributeurs toujours adeptes de la guerre des prix ne les détournent pas de leur volonté de soutenir les agriculteurs français.

Contacts presse :

FNSEA : Sabri Derradji – sabri.derradji@reseaufnsea.fr – 06 21 16 80 84

JA : Gaëtan Labardin – glabardin@jeunes-agriculteurs.fr – 07 86 22 90 67